

Commission : Conseil des ministres de la Défense et des Armées

Pays: Slovénie

Problématique: Vers un système de défense européen face à la montée des tensions sur le continent et dans le monde?

La sécurité et la défense sont des enjeux cruciaux pour les pays européens, qui font face à une montée des tensions tant sur le continent qu'à l'échelle mondiale. Cette problématique sera au centre des débats lors du prochain Conseil des ministres de la Défense et des Armées, qui rassemble les ministres de la Défense des États membres de l'Union européenne.

La Slovénie, actuellement est sous une république qui a pour présidente Natasa Pirc Musar. Le gouvernement est une grande coalition formée par le Parti démocrate libéral (LDS), le Parti populaire slovène (SLS) et le Parti des retraités (DeSUS). La Slovénie assure actuellement la présidence de l'Union européenne, qui a placé la sécurité et la défense parmi ses priorités. Toutefois, la mise en place d'un système de défense européen soulève des questions complexes, notamment en termes de financement, de coordination et de souveraineté nationale. Comment les États membres peuvent-ils collaborer efficacement pour renforcer la sécurité collective du continent sans sacrifier leur autonomie en matière de défense ? Quel rôle joueront l'OTAN et les partenaires européens dans cette entreprise ? Autant de questions qui seront abordées lors du Conseil des ministres de la Défense et des Armées sous la présidence de la Slovénie.

La problématique d'un système de défense européen face à la montée des tensions sur le continent et dans le monde soulève plusieurs enjeux et problèmes pour la Slovénie. Tout d'abord, la Slovénie est un petit pays de 20 273 km² qui se situe en Europe Centrale, elle fait frontière avec l'Italie, l'Autriche, la Hongrie et la Croatie. Elle a donc une économie relativement faible, ce qui peut la rendre vulnérable aux pressions extérieures. La mise en place d'un système de défense européen pourrait aider à renforcer la sécurité de la Slovénie en offrant une plus grande capacité de défense collective. Cependant, la Slovénie est également confrontée à des tensions ethniques dans la région des Balkans, en particulier avec son voisin croate. Les relations avec la Croatie ont été tendues ces dernières années, notamment en raison de différends frontaliers et de la gestion des ressources en eau. La participation de la Slovénie à un système de défense européen pourrait potentiellement aggraver ces tensions si la Croatie ne participe pas également au système.

En outre, la Slovénie a une position géographique importante, étant située à la frontière entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. Elle est également membre de l'OTAN depuis 2004.

En septembre 2017, lors d'une réunion de la Commission Conseil des ministres de la défense et des armées (CCMDA), la Slovénie a soutenu la mise en place d'une "Europe de la défense" et a appelé à une coopération accrue en matière de sécurité et de défense au niveau de l'UE. En 2016, la Slovénie a également signé la Déclaration de Bratislava, qui a appelé à la création d'une "Union de la sécurité et de la défense" de l'UE. Cette déclaration a été signée par les chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'UE lors d'un sommet à Bratislava. La Slovénie est également membre de l'OTAN. En juillet 2018, lors d'un sommet de l'OTAN, la Slovénie a approuvé la déclaration commune UE-OTAN, qui a souligné l'importance d'une coopération renforcée entre l'UE et l'OTAN dans des domaines tels que la cybersécurité, la défense antimissile et la lutte contre le terrorisme. En somme, la

Slovénie est favorable à une coopération accrue en matière de sécurité et de défense au niveau de l'UE, tout en continuant de soutenir l'OTAN. La Slovénie a signé et ratifié plusieurs traités internationaux relatifs à la sécurité et à la défense, témoignant ainsi de son engagement envers la stabilité et la sécurité dans la région et au niveau international.

En ce qui concerne les nouveaux projets, la Slovénie participe à la mise en place d'un centre de cyberdéfense de l'UE, qui vise à renforcer la capacité de l'UE à faire face aux menaces cybernétiques. La Slovénie soutient également la création d'une brigade européenne de réaction rapide, qui permettra une réponse rapide et coordonnée de l'UE en cas de crise. En outre, la Slovénie est engagée dans la modernisation de ses forces armées et dans l'acquisition de nouveaux équipements, tels que des avions de combat modernes et des drones, pour renforcer sa capacité à contribuer à la sécurité européenne. Cependant, la Slovénie a également été confrontée à des défis en matière de défense, notamment en ce qui concerne les dépenses de défense. Bien que la Slovénie se soit engagée à consacrer 2% de son PIB à la défense d'ici 2024, elle a encore du mal à atteindre cet objectif. La Slovénie doit également faire face à des défis en matière de recrutement et de rétention de personnel militaire qualifié, ainsi qu'à la modernisation de son infrastructure de défense.

En conclusion, la Slovénie a adopté une position favorable à la coopération en matière de défense européenne, en reconnaissant l'importance de renforcer la sécurité et la stabilité de l'UE face aux défis de sécurité actuels et futurs. La Slovénie a ratifié des actes juridiques pertinents, participé à des projets concrets et soutenu l'émergence d'une défense européenne commune. Il est donc important de souligner que la coopération en matière de défense européenne doit être étroitement liée à la souveraineté nationale et à la capacité de chaque État membre de protéger ses intérêts de sécurité nationale, tout en contribuant à la sécurité et à la stabilité de l'UE dans son ensemble.